

Compte-rendu de la Formation Spécialisée du CSAL de l'Eure du 20 juin 2023

Évreux, le 20 juin 2023

Représentant·es du personnel présent·es :

Solidaires Finances Publiques : 5 sièges de titulaires

- Aurélie HERKOUS
- Jean-Baptiste COUTELIS
- Jean-Christian ETIENNE
- Chantal CADIOU
- Benoit COURTAUT
- Sylvain BERGER
- Lætitia LEMARCHAND

FO : 1 siège de titulaire

- Fabien DUBOST

CGT : 2 sièges de titulaires

- Thomas LAFEUILLE
- Bruno ROGER

La Formation Spécialisée (FS) du CSAL de l'Eure s'est réunie pour sa deuxième séance le 20 juin 2023.

Après lecture des déclarations liminaires des organisations syndicales représentées, la Présidente du CSAL-FS a immédiatement apporté quelques réponses à certaines des interpellations présentes dans les liminaires et réservé les autres lors des points à l'ordre du jour de séance. La Présidente du CSAL-FS a précisé, concernant l'absence de règlement intérieur du CSAL, qu'elle était « *en attente des éléments de la centrale, mais que cela ne devait nous empêcher de travailler et d'avancer sur les dossiers en cours* ». Dans sa déclaration liminaire, **Solidaires Finances Publiques** a rappelé que l'accompagnement des impacts du changement climatique et la sobriété énergétique font partie des axes prioritaires de cette année dans la note d'orientations ministérielle, l'isolation des bâtiments administratifs, véritables passoires thermiques, est à nouveau au cœur des débats avec les fortes températures déjà supportées dans le département. La Présidente nous a indiqué que la Direction devait faire des choix sur les travaux à réaliser du fait des contraintes budgétaires. Au sujet de la note et des consignes sur les fortes chaleurs, la Présidente a accepté qu'elle soit rediffusée à l'ensemble des chefs de service.

1. Approbation du PV du CSAL-FS du 30 mars 2023

Le PV de ce CSAL-FS exceptionnel - ayant eu pour unique point à l'ordre du jour l'alerte pour danger grave et imminent concernant le SIP de Bernay - a été approuvé à l'unanimité.

2. Examen des fiches de signalement, des accidents de service, des maladies professionnelles, du registre santé et sécurité au travail, suivi des avis et propositions du CSAL-FS

Les problèmes des nuisances dues aux fumées de cigarettes existants sur les sites de Evreux-Cité et Evreux-Politzer, signalés depuis 2021 pour le plus ancien, ont été de nouveau abordés. La Présidente a indiqué qu'elle souhaitait une remédiation rapide de ces problèmes avec, en attendant l'aménagement de zones réservées éloignées des bureaux, une signalétique claire invitant les fumeuses et fumeurs à ne pas fumer sous les fenêtres.

Concernant l'accès au parking du centre des Finances publiques de Louviers, celui-ci est peu commode, voire dangereux car donnant sur une rue étroite avec circulation à double sens. Lors de divers travaux, l'accès à l'enceinte de l'établissement est impossible aux engins encombrants (bennes papiers lors d'opération de pilon, livraisons de consommables ou matériel). Cette situation sera tout autant problématique en fin d'année avec les futurs travaux de désamiantage (voir point 6 à l'ordre du jour). Un courrier devrait être envoyé sous quinze jours à la municipalité pour l'étude de solutions alternatives visant à corriger cette situation.

Ensuite, concernant les propositions du CSAL-FS, la troisième séance du groupe de travail Traçabilité amiante est programmé le 6 juillet après une relance de **Solidaires Finances Publiques**. La première séance du groupe de travail Bilan télétravail, demandé par **Solidaires Finances Publiques**, est programmée pour la fin septembre-début octobre.

3. Budget 2023 du CSAL-FS

La FS a validé le financement de mobilier et petits équipements bureautiques (essentiellement sur prescription médicale), l'installation d'un store dans un bureau du SGC de Verneuil d'Avre et d'Iton, des équipements pour les évacuations en cas d'incendie pour tous les sites, le complément de mise en conformité incendie sur le site de Politzer et les kits de consignation électrique.

Les financements des formations de la FS sont maintenant régionalisés et ne sont plus pris en compte dans le budget de la FS de la DDFIP. Cependant, avec les différents mouvements de mutation et les nouvelles modalités d'organisation du travail (télétravail notamment), il a été décidé de former l'ensemble des agent.e.s aux exercices d'évacuation (guide-file et serre-file), cette proposition a d'ailleurs été retenue par les autres directions de la région. Il est possible qu'en fin d'année, la FS de la DDFIP27 doive contribuer au financement de cette formation en fonction du nombre d'agent.e.s formé.e.s dans le département.

À cette fin, il a été décidé de conserver une partie du budget. Elle pourra également être utilisée pour financer des dépenses urgentes qui seraient signalées d'ici la fin de l'année.

Il a été mis en attente le financement d'une remise à niveau du câblage électrique dans le cadre d'un réaménagement de poste. **Solidaires Finances Publiques** a demandé à la

Direction de se rapprocher de la DG, cette dernière disposant de fonds spécifiques pour ce type de réaménagement.

Il était proposé également le financement d'un casque sans fil (compatibles avec la TOIP) à destination des agent-e-s fortement sollicité-e-s par la réception téléphonique, afin de prévenir les troubles musculo-squelettiques (TMS) et amoindrir les nuisances sonores dans les open-spaces. La Direction a accepté d'en financer 4 qui seront proposés à des agent-e-s volontaires pour être testés. S'ils donnent satisfaction, ils seront déployés aux collègues qui en font la demande. L'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) a indiqué que le téléphone n'était pas la seule problématique aux nuisances sonores dans les open-spaces mais que cela résultait d'un problème d'aménagement du poste de travail en général. L'isolation acoustique doit être repensée sur l'ensemble des open-spaces du département.

Un devis était aussi soumis à la FS pour le changement des stores au SIE démétropolisé et au SGC de Pont-Audemer. **Solidaires Finances Publiques** a indiqué que suite aux travaux de désamiantage du rez-de-chaussée du site de Pont-Audemer, la DG aurait dû financer le changement des stores et que ce n'était pas à la FS de finaliser des travaux liés au NRP. Le montant étant important, il impacterait fortement le budget de la FS. La Direction a répondu qu'elle étudierait la possibilité d'inclure dans le budget de la DDFIP27 le changement des stores.

4. Point sur l'enquête pour signalement de danger grave et imminent au SIP de Bernay

Lors du CSAL-FS exceptionnel du 30 mars, une mission d'enquête paritaire (administration et 2 représentant-e-s **Solidaires Finances Publiques**) a été conduite au SIP de Bernay, suite à l'alerte pour danger grave et imminent, pour comprendre la cause et trouver des solutions aux problèmes durables existants.

Une réunion de synthèse s'est tenue le 19 juin 2023 au SIP de Bernay, en présence des membres de l'enquête, de la Directrice départementale, de la Responsable du Pôle Gestion Fiscale et de l'Assistant de Prévention. Les conclusions de l'enquête ont permis de déterminer qu'il n'y avait plus à ce stade de danger grave et imminent. Pour autant, l'enquête a permis de confirmer lors des entretiens avec l'ensemble des personnels du SIP l'existence de situations conflictuelles qui auraient pu dégénérer mais qui ont heureusement été évitées grâce au bon sens des agents. Les auditions ont également révélé plusieurs situations de mal-être au travail, propos confirmés par le Médecin du Travail qui s'est également rendue sur place et s'est tenue à disposition des agent-e-s qui souhaitaient être reçu-e-s.

Cette réunion a aussi été l'occasion de présenter le plan d'action élaboré par la cheffe de service en collaboration avec la Direction. Celui-ci comporte 3 volets : l'un sur l'immobilier (des opérations de relamping sont en cours, des réflexions sont menées sur l'aménagement de l'accueil et l'implantation immobilière de l'ensemble du service est à expertiser), l'autre sur les ressources humaines (l'organigramme fonctionnel sera mis à jour et communiqué à l'ensemble des agent-e-s) et le dernier sur les métiers. Des points d'étape et un suivi du plan seront réalisés régulièrement.

Solidaires Finances Publiques a tenu à rappeler que ce droit d'alerte a été réalisé suite aux différents signalements qui lui ont été rapportés, sans préjuger à l'avance des conclusions de l'enquête. L'enquête réalisée a permis d'identifier que les sources de

tensions et mal-être étaient multi-factorielles. **Solidaires Finances Publiques** veillera au suivi et à la mise en place du plan d'action.

5. Sécurité incendie : point sur les exercices d'évacuation et les formations mises en place

Les résultats des exercices d'évacuation incendie menés en 2022 font apparaître des insuffisances. Une note sera donc prochainement transmise pour rappeler aux gestionnaires de site l'obligation de réaliser un exercice d'évacuation par an (un par semestre pour les sites de plus de 50 personnes). Cette note indiquera également aux chef-fe-s de service de réaliser des visites de site avec les agent-e-s nouvellement arrivé-e-s.

L'ISST a rappelé également la possibilité d'organiser des réunions de gestionnaires de site pour leur rappeler leurs obligations. La Direction a décidé de se saisir de cette opportunité.

L'un des exercices d'évacuation réalisé à la cité administrative est dû à un déclenchement inopiné de l'alarme incendie. Cet exercice a révélé un dysfonctionnement lors de l'évacuation dans l'entrée A, qui a depuis été corrigé.

6. Retour sur la réunion du 24 mai 2023 au CFiP de Louviers sur les prochains travaux de désamiantage

L'assistant de prévention, le responsable du PPR et l'ISST étaient présents sur le site de Louviers le 24 mai pour un point d'information sur les futurs travaux de désamiantage du site. Ces travaux feront l'objet d'un plan pluriannuel de désamiantage jusqu'en 2027. Le rez-de-chaussée serait vraisemblablement la première partie du bâtiment où débuteraient les travaux en plusieurs phases sur plusieurs mois (2 ou 3 phases). Les travaux seront réalisés en site occupé, le site disposant de suffisamment de bureaux vides. Les travaux ont une durée estimée entre 7 et 8 mois. Un budget de 375 000 € a été débloqué et doit être engagé avant le 31/12/2023. L'appel d'offres sera lancé en septembre.

Solidaires Finances Publiques a rappelé l'obligation de réaliser une réunion préalable avant travaux avec les représentant-e-s du personnel et les acteurs de prévention. Nous veillerons au respect des obligations légales et des préconisations du guide amiante et serons vigilants quant aux plans de retrait proposés. La réunion préalable serait prévue fin novembre.

Solidaires Finances Publiques a rappelé que même si les zones visées étaient délimitées, il convenait de veiller au respect des protocoles pour les zones non directement ciblées afin de ne pas être confrontés aux mêmes difficultés rencontrées à Pont-Audemer l'été dernier.

7. Questions diverses

Solidaires Finances Publiques a été interpellé par des collègues concernant les entretiens des ascenseurs. La Direction nous a indiqué qu'un changement de prestataire était intervenu. Les contrôles annuels d'entretien ont été réalisés courant juin. La division

Budget Immobilier et Logistique (BIL) fera le tour des sites afin de s'assurer que les cartes SIM pour les appels d'urgence ont bien été changées afin de permettre de contacter le nouveau prestataire.

Solidaires Finances Publiques a aussi été sollicité concernant les ballons d'eau chaude sur le site de Politzer, la Direction a rappelé que dans le cadre du plan de sobriété énergétique, ceux-ci devaient être éteints, seul un accès à l'eau chaude pour le nettoyage des locaux étant permis. Le ballon d'eau chaude sera changé au 1^{er} étage pour permettre aux personnels d'entretien d'avoir accès à l'eau chaude pour le nettoyage des locaux.

Concernant les travaux de raccordement de la cité au réseau de chauffage urbain, quelle que soit l'avancée des travaux de raccordement, le chauffage de la période automne-hiver 2023-2024 sera assuré comme aujourd'hui par le gaz afin d'en garantir le fonctionnement.

Les représentant·es de **Solidaires Finances Publiques** au CSAL-FS de l'Eure.